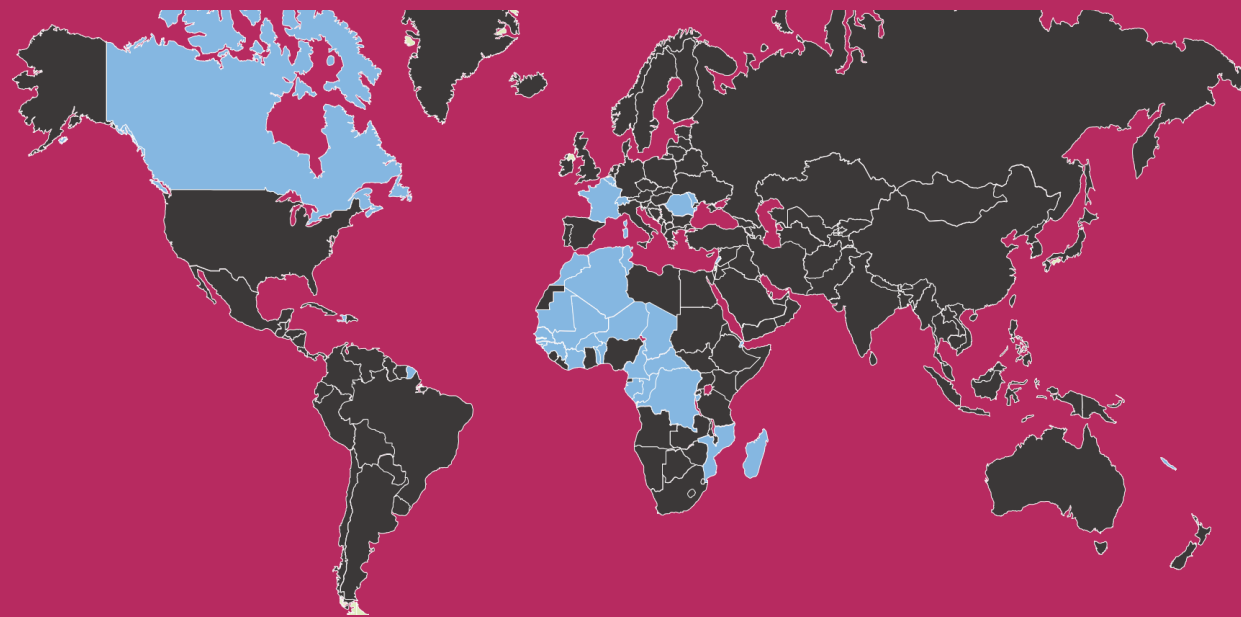




Association des Institutions Supérieures de Contrôle
ayant en Commun l'Usage du Français

L'engagement des Institutions supérieures de contrôle francophones en faveur des Objectifs de développement durable



Novembre 2023

Les ISC au service des ODD

L'Association des institutions supérieures de contrôle (ISC) ayant en commun **l'usage du français** (Aisccuf) et ses membres souhaitent s'engager pleinement dans la **dynamique de mise en œuvre des 17 Objectifs de développement durable** et des 169 cibles communes à l'ensemble des États, ce qui permet également à l'ensemble des ISC francophones de disposer d'un langage commun et partagé afin de contrôler les enjeux de développement durable, quels que soit les pays ou les organisations.

Réunie à Bucarest en Roumanie en juillet 2023, l'Aisccuf a affirmé **sept principes** définissant et guidant le rôle des ISC dans l'atteinte des ODD.

Une ISC est une institution publique d'un État, qui exerce le contrôle supérieur des finances et de la gestion publiques de cet État, de façon indépendante de l'autorité exécutive.

Elle est donc en mesure d'analyser les dépenses et trajectoires des États vis-à-vis des ODD.

Elle contribue à veiller à la bonne la prise en compte des ODD dans la mise en œuvre des politiques publiques et à identifier les leviers de transformations nécessaires.

Les ISC au service des ODD

Les ISC peuvent se saisir des ODD comme d'un outil de travail et contribuer à leur atteinte, en s'assurant du **bon usage des deniers publics** et en vérifiant la **bonne mise en œuvre des politiques et stratégies nationales** eu égard à ces Objectifs.

Le plaidoyer introductif et la note associée adoptés à Bucarest s'adressent à la fois aux ISC qui peuvent s'engager dans le contrôle et l'évaluation des politiques publiques contribuant aux ODD, et aux autorités politiques qui ont la charge de mettre en œuvre ces politiques.

En outre, les États, dans leur exercice de redevabilité vis-à-vis des citoyens, des parties prenantes et de la communauté internationale, peuvent solliciter les ISC pour les éclairer, notamment lors de l'élaboration des revues nationales.



Les ISC au service des ODD

Le but de ce plaidoyer est ainsi non seulement de **réaffirmer l'engagement** déjà existant des ISC vis-à-vis des ODD, mais également d'amplifier le rôle qu'elles peuvent prendre dans leur atteinte, notamment dans le **débat public** et en tant que **tiers de confiance** via la crédibilité de leurs travaux aux yeux des citoyens.



Les ISC au service des ODD

Les ISC ont un rôle primordial à jouer dans la mise en œuvre des ODD, en les intégrant dans leur **méthodologie** d'audit, de contrôle et d'évaluation, en développant des **outils adaptés**, et en **publiant** leurs travaux.

L'Aiscuf appelle toutes les ISC francophones à **s'engager pleinement dans cette dynamique collective** et à être les **garantes** de l'atteinte des différentes cibles des ODD d'ici à 2030.



Les 7 principes

Principe 1

Renforcer la transparence et le contrôle des dépenses publiques

Principe 2

Un lexique commun pour contrôler les enjeux de développement durable

Principe 3

Un rôle renforcé dans l'élaboration des revues nationales volontaires

Principe 4

L'opérationnalisation des ODD dans les travaux de contrôle

Principe 5

Rendre les sociétés plus résilientes face aux crises en intégrant les ODD dans les contrôles des ISC

Principe 6

Le rôle clé des ISC pour l'atteinte de l'ODD 16

Principe 7

Renforcer l'impact des ISC par la publication et la médiatisation de leurs travaux

Principe 1

Renforcer la transparence et le contrôle des dépenses publiques

Les ISC ont le devoir de s'assurer de l'adéquation de la trajectoire de leur pays vers les ODD d'ici à 2030.

Pour ce faire, elles doivent s'engager dans une démarche d'intégration des ODD dans leur méthodologie de contrôle, en développant des outils et des cas d'études partageables entre pairs.



Principe 2

Un langage commun pour contrôler les enjeux de développement durable

Les 17 ODD et 169 cibles définis par l'Agenda 2030 sont communs à tous les États. Cela permet aux ISC francophones de disposer d'un langage commun pour contrôler les enjeux de développement durable, quels que soient les pays ou les organisations concernés.

Les ISC doivent saisir cette opportunité pour renforcer la cohérence de leurs travaux, notamment en intégrant les aspects financiers et extra-financiers des ODD.



Principe 3

Un rôle renforcé dans l'élaboration des revues nationales volontaires

Les ISC ont un rôle important à jouer dans l'élaboration des revues nationales volontaires, par lesquelles les pays évaluent et présentent leurs progrès vers la réalisation des ODD.

L'Aisccef encourage les ISC à s'impliquer davantage dans cette démarche, en fournissant des éléments de diagnostic et en identifiant des leviers de transformation, et à répondre aux sollicitations des autorités publiques.



Principe 4

L'opérationnalisation des ODD dans les travaux de contrôle

Il est primordial de développer des méthodes et des outils adaptés pour analyser l'action publique à l'aune des ODD.

Les ISC peuvent s'inspirer des bonnes pratiques de leurs pairs pour intégrer systématiquement les ODD dans leurs audits et évaluations.



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Principe 5

Rendre les sociétés plus résilientes face aux crises en intégrant les ODD dans les contrôles des ISC

La pandémie de Covid-19 a été un test de résilience pour les sociétés.

Les ISC doivent s'emparer de ce marqueur pour contrôler l'impact des fonds dédiés à la lutte contre la pandémie sur l'environnement et les autres ODD.



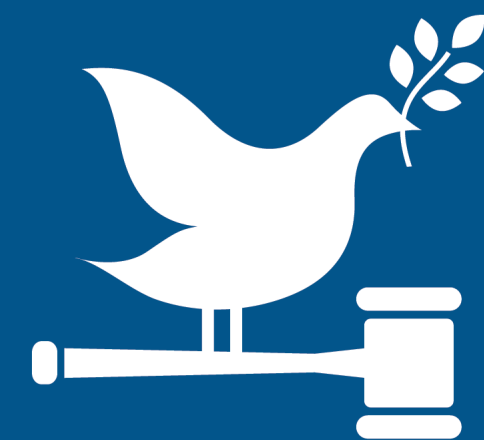
Principe 6

Le rôle clé des ISC pour l'atteinte de l'ODD 16

En contrôlant la mise en œuvre de cet objectif, les ISC contribuent à promouvoir des sociétés pacifiques, inclusives, et garantir l'accès de tous à la justice.

Les ISC doivent intégrer les indicateurs liés à l'ODD 16 dans leurs rapports, pour aligner leurs travaux avec l'Agenda 2030.

16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



Principe 7

Renforcer l'impact des ISC par la publication et la médiatisation de leurs travaux

La publication des travaux des ISC et leur médiatisation sont essentielles pour accroître leur impact auprès du public et des pouvoirs publics.

Cela permet également de renforcer la redevabilité des institutions et d'encourager la mise en œuvre des recommandations émises par les ISC.



Quels liens entre les ISC & les ODD ?

Trois types de liens existent entre les missions des ISC et la mise en oeuvre des ODD.

1 Un cadre global

Les ODD constituent un cadre international commun pour les politiques publiques que sont chargées de contrôler les ISC.

2 Un cadre à intégrer dans les outils

Les ISC doivent intégrer les ODD de manière systématique dans leurs contrôles et leurs évaluations de politiques publiques.

3 Débat public et redevabilité

Les travaux des ISC doivent être médiatisés pour peser dans le débat public et jouer un rôle dans le processus de redevabilité des Pouvoirs publics.

Un cadre global

1.1. Les ISC peuvent soutenir l'engagement des États dans l'atteinte des ODD

Au cœur de l'Agenda 2030, on retrouve les 17 Objectifs de développement durable (ODD) et leurs 169 cibles. Ces objectifs et cibles constituent pour les états un cadre systémique commun de la transition vers un développement durable.

Les ISC, qui ont la responsabilité de contrôler l'adéquation des politiques publiques mises en œuvre avec les engagements internationaux pris par leur pays, peuvent jouer un rôle important dans l'élaboration des revues nationales volontaires, par lesquelles un pays évalue et présente les progrès réalisés pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Elles sont en mesure de fournir un diagnostic et d'identifier des leviers de transformation.

Parmi les ISC ayant répondu au questionnaire, seulement deux (**Côte d'Ivoire** et **Tchad**) ont participé aux travaux d'élaboration de ces revues. La Cour des comptes de **Belgique** a également publié en juin 2020 un rapport intitulé « Programme 2030 de l'ONU : mise en œuvre, suivi et rapportage par les pouvoirs publics en Belgique ».

Un cadre global

1.2. Les ODD, un cadre systémique pour construire les politiques publiques et un levier de redevabilité dont les ISC peuvent s'emparer

Les ODD constituent un socle commun permettant l'alignement entre les politiques publiques et les contrôles réalisés par les ISC, grâce à leur caractère :

- **universel** : ils doivent être atteints par l'ensemble des pays, dont les ISC utilisant le français ;
- **indivisible et transversal** : ils obligent à une approche systémique et donc à dépasser l'approche uniquement financière et comptable des ISC, pour renforcer l'analyse des impacts environnementaux et sociaux ;
- **inclusif** : ils nécessitent l'implication de toutes les parties prenantes. Les ISC ont donc un rôle à jouer en termes de redevabilité et d'information des citoyens.

Les ISC peuvent utiliser ce socle commun comme un guide des contrôles à réaliser, pour renforcer l'impact de leurs travaux, contribuer au débat public et assurer la cohérence de leurs travaux dans leur dimensions financières et extra-financières.

Un cadre global

1.3. En quoi les ISC sont-elles concernées par les ODD ?

Le respect des engagements des États vis-à-vis des ODD et des stratégies nationales de développement durable se traduit en politiques publiques et en décisions concrètes auditables, contrôlables et d'évaluables. Les ISC sont donc directement concernées. L'étendue des travaux de vérification dépend de leur mandat, mais leur apport sur le contrôle de ces enjeux est indéniable.

La Cour des comptes de la Côte d'Ivoire a conduit un audit sur la préparation de la mise en œuvre des ODD, en 2018, et un audit sur les progrès réalisés dans cette mise en œuvre, en 2022. Le Bureau du vérificateur général du Canada intègre le contrôle de la mise en œuvre des ODD dans tous ses audits.

L'Aisccuf a consacré son séminaire de travail de 2023 au contrôle de la mise en œuvre des objectifs du développement durable. À l'échelle de l'Intosai, les ISC se sont engagées à réaliser des audits de performance liés aux ODD, à participer à la mise en place d'institutions efficaces et responsables (ODD 16) et à servir de modèles de transparence et de reddition de comptes.

Un cadre à intégrer dans les outils

2.1. Analyse de l'action publique à l'aune des ODD

L'**Andorre** a contribué à la réalisation des ODD par des audits opérationnels, plutôt que purement financiers ou budgétaires. La **République démocratique du Congo** a émis des alertes auprès du gouvernement sur les obstacles et difficultés des différents projets et programmes sectoriels en rapport avec les réalisations de l'Agenda 2030.

La Cour des comptes de **France** a analysé le budget vert, qui présente les dépenses et crédits de l'État selon leur impact environnemental. Au **Canada**, le mandat du Bureau du vérificateur général (BVG) a été étendu à l'audit des questions environnementales et au développement durable. Pour ce faire, le BVG a développé des guides internes pour intégrer les ODD dans ses travaux et les auditeurs peuvent être aidés d'un spécialiste de l'environnement et du développement durable.

L'enjeu majeur est de **constituer des méthodologies adaptées** aux ISC pour intégrer les ODD de manière systématique dans les contrôles et les évaluations.

Un cadre à intégrer dans les outils

2.2. Comment une crise sanitaire peut-elle être prise en compte par les ISC comme un marqueur de la résilience des sociétés aux défis sociétaux ?

Dans le cadre du contrôle des capacités du système de santé marocain à faire face aux crises sanitaires, la Cour des Comptes du **Maroc** a contrôlé le système d'alerte précoce et de réduction des risques sanitaires, retenant en illustration le cas de la pandémie liée à la Covid-19.

Au **Canada**, le rapport Les vaccins contre la Covid-19 contenait des conclusions sur l'ODD 3 et deux autres mentionnaient des liens avec l'ODD 3 (L'obtention d'équipement de protection individuelle et d'instruments médicaux et Ressources en santé pour les collectivités autochtones — Services aux Autochtones Canada). En raison de l'intégration des ODD dans la phase de planification des audits du BVG, un grand nombre des autres audits liés à la Covid incluaient d'autres ODD.



Débat public et redevabilité

3.1. Rôle des ISC dans l'atteinte de l'ODD 16 : Paix, Justice et Institutions efficaces

L'ODD 16 vise à « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous ». Les cibles et indicateurs de cet ODD coïncident avec les prérogatives des ISC : leur activité de contrôle et les conséquences de leurs travaux sur les parties prenantes et les citoyens dans le cadre de l'ODD 16 en font un critère cohérent de contrôle.

Les cibles 4, 5 et 6 de l'ODD 16 concernent le cœur des missions des ISC :

- 16.4. Réduire nettement les flux financiers illicites et le trafic d'armes, renforcer les activités de récupération et de restitution des biens volés et lutter contre toutes formes de criminalité organisée.
- 16.5. Réduire nettement la corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.
- 16.6. Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux.



Débat public et redevabilité

3.1. Rôle des ISC dans l'atteinte de l'ODD 16 : Paix, Justice et Institutions efficaces

Les indicateurs de ces cibles peuvent donc être intégrés dans les rapports des ISC pour faire coïncider l'Agenda 2030 avec l'activité de contrôle des ISC :

- pour la cible 16.4. : la valeur totale des flux financiers illicites entrants et sortants (en \$ courants) ;
- pour la cible 16.5. : la proportion de personnes et celle d'entreprises ayant eu, au moins un fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents ;
- pour la cible 16.6. : les dépenses publiques primaires en proportion du budget initial approuvé, par secteur.

Ces indicateurs sont des exemples d'outils de travail pour les ISC et de la manière dont elles peuvent se servir du cadre des ODD pour exercer leurs missions.

Débat public et redevabilité

3.2. Renforcer l'impact des travaux des ISC en les publiant et en les médiatisant

La publication des travaux des ISC et leur médiatisation sont importantes pour accroître l'impact de ces travaux auprès de l'opinion publique et des Pouvoirs publics, ainsi que leurs conséquences et la mise en œuvre des recommandations.

Les ISC du **Cameroun**, de **Madagascar** et du **Maroc** ont publié des rapports d'audit sur l'utilisation des fonds destinés à faire face à la pandémie de Covid et à ses conséquences. Ces expériences :

- permettent de mesurer l'**ampleur des retombées médiatiques et l'impact** que peut avoir un rapport, dès lors qu'il est rendu public ;
- illustrent le rôle **des partenaires techniques et financiers (PTF)**, qui ont soutenu ces ISC sur un plan technique et/ou financier, et peuvent aider les ISC à résister à d'éventuelles pressions tendant à les dissuader de publier leurs rapports ;

Débat public et redevabilité

3.2. Renforcer l'impact des travaux des ISC en les publiant et en les médiatisant

- démontrent qu'en ayant publié leurs rapports, les ISC ont déclenché une **dynamique vertueuse**, amenant Gouvernement et Parlement à se positionner ;
- rappellent qu'une **stratégie de médiatisation** étoffée et bien mise en œuvre permet d'obtenir de nombreuses retombées presse et de susciter des répercussions politiques ;
- soulignent enfin que les travaux des ISC, particulièrement lorsqu'elles sont dotées de compétences juridictionnelles, peuvent connaître des **suites juridictionnelles** : la saisine de la juridiction financière, mais également transmission au pénal.

Conclusion

Pour aller plus loin

Site internet des ODD :

<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

Site internet de l'Aisccuf :

www.aisccuf.org